

CORONAVIRUS

« Un plan global pour les jeunes avant l'été »

- Gabriel Attal se dit opposé à l'extension du RSA pour les moins de 25 ans mais veut muscler des dispositifs tels que la Garantie jeunes et le service civique.
- Le secrétaire d'Etat prône un donnant-donnant entre l'Etat et les entreprises sur l'apprentissage et un « Notre-Dame social » sur les dons.

GABRIEL ATTAL
Secrétaire d'Etat
auprès du ministre
de l'Education
et de la Jeunesse

Propos recueillis par
Isabelle Ficek
@IsabelleFicek
Etienne Lefebvre
@e_lefebvre
et **Alain Ruello**
@AlainRuello

Des mesures pour l'emploi des jeunes sont évoquées dans le cadre du plan de relance, prévu pour la rentrée. Ne faut-il pas aller plus vite ? Avec Muriel Pénicaud et Bruno Le Maire, nous travaillons à un plan global pour les jeunes qui sera présenté avant l'été. Quand un choc économique survient, même temporaire, les jeunes sont parmi les premiers impactés ; et ce quel que soit leur niveau de formation. L'emploi des jeunes est une priorité absolue du plan de relance, avec trois objectifs : éviter le décrochage en lycée professionnel, renforcer la voie professionnelle et l'apprentissage et faciliter l'entrée sur le marché du travail. Ce sujet sera aussi au cœur du plan de relance européen.

Le nombre de jeunes sans aucune solution d'études, de formation ou d'emploi risque de s'enlever... Nous évaluons à 15 % la proportion de jeunes dans la voie professionnelle qui ont décroché durant le confinement. Avec Jean-Michel Blanquer, nous avons décidé d'ouvrir une partie des lycées professionnels dès cet été afin qu'ils renouent avec la pratique professionnelle, tout en leur apportant une ouverture culturelle et sportive.

« L'Etat sera au rendez-vous pour accompagner les entreprises sur l'apprentissage. Il faut un engagement mutuel des entreprises comme de l'Etat. »

Beaucoup de jeunes, étudiants ou non, ont perdu leurs sources de revenus (job d'étudiant, saisonniers, etc.). Etes-vous favorable à l'extension du RSA aux moins de 25 ans, comme le suggère Stanislas Guerini ? Ce serait, pour moi, se placer dans un esprit de défaite, pour les jeunes comme pour l'Etat. Aucun jeune ne grandit avec les minima sociaux comme horizon. L'Etat ne peut se résoudre à un RSA comme solde de tout compte pour sa jeunesse. Il faut se battre en apportant un accompagnement à chaque jeune, avec un soutien financier quand c'est nécessaire. Et, pour cela, nous disposons notamment de la Garantie jeunes, qui a déjà concerné 100.000 personnes l'an dernier avec des taux d'insertion très favorables.

La Garantie jeunes apporte une aide mensuelle de 497 euros maximum, sur



Pour Gabriel Attal, faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail sera l'un des objectifs du plan de relance.

Photo Nicolas Tavernier/RÉA

dix-huit mois au plus. Envisagez-vous d'aller au-delà ? Nous travaillons à plusieurs scénarios pour que le parcours d'accompagnement social et financier touche davantage de jeunes, dans la durée.

Comment attirer les jeunes ? L'obligation de formation jusqu'à 18 ans entre en vigueur en septembre. Tous les jeunes dans cette tranche d'âge devront être inscrits dans un parcours de formation : une école de la deuxième chance, un service civique, la Garantie jeunes ou encore une prépa apprentissage. Les appels à projets prévus dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences [pour lequel 15 milliards d'euros ont été budgétés sur le quinquennat, NDLR] pour repérer les publics « invisibles » vont nous y aider. Nous y avons déjà consacré 60 millions en 2019 et prévoyons d'aller jusqu'à 100 millions d'ici à 2022.

Comment éviter que les employeurs sacrifient les embauches d'apprentis ? La mobilisation de Muriel Pénicaud a permis une augmentation historique des entrées en apprentissage en 2019 (+16 %), pour frôler 370.000 contrats signés. Les entreprises ont une responsabilité absolue pour préserver cette dynamique : elles ne peuvent pas se mobiliser pour la jeunesse uniquement quand tout va bien. On a aussi besoin de leur engagement en période de gros temps, comme c'est le cas en Allemagne, surtout après la mobilisation de l'Etat sur le chômage partiel et les prêts garantis.

Compte tenu de l'ampleur de la crise, l'Etat ne pourra pas faire l'économie d'une hausse de l'aide à l'embauche des apprentis... L'Etat sera au rendez-vous pour accompagner les entreprises car cet enjeu de formation des jeunes est absolument crucial. Il faut un engagement mutuel des entreprises comme de l'Etat.

Les embauches se sont écroulées. Comment éviter que les

jeunes restent aux portes du marché du travail à la rentrée ? Cette question, qui concerne environ 700.000 jeunes pour la rentrée, est essentielle. Nous avons deux priorités. Primo, soutenir l'embauche des jeunes qui entrent sur le marché du travail. L'Etat va aussi investir dans certains secteurs qui auront besoin de jeunes, je pense à ceux de la santé ou de la transition écologique. Secundo, il s'agit d'aider ceux qui auraient du mal à trouver un emploi. L'enjeu est qu'il y ait une solution pour chacun d'eux. Si ce n'est pas un emploi dans l'immédiat, cela peut passer par un temps utile et formateur, sous la forme de stages, de premières expériences à l'international, VIE ou VAE par exemple, ou d'engagement citoyen via le service civique.

Le budget du service civique va-t-il augmenter ? Nous y sommes prêts si nécessaire et, durant la crise, les jeunes ont incarné une force positive. Leur engagement a démontré que, dans les moments les plus durs, notre pays sait trouver en son sein de formidables ressources pour se rassembler, s'entraider. L'objectif avant la crise portait sur 145.000 contrats cette année, avec, je le rappelle, plus de 470 euros d'indemnités pris en charge par l'Etat et une centaine par l'organisme d'accueil. Nous pourrions envisager un élargissement conséquent de ce dispositif, qui bénéficie d'un bon taux d'insertion dans l'emploi même si ce n'est pas son but. Le service civique s'est imposé comme un vrai levier de développement des compétences des jeunes au point de devenir une forme de label auprès des employeurs.

Malgré ce futur plan, ne faudra-t-il pas revoir les critères d'accès des jeunes à l'assurance-chômage ? C'est un dossier porté par le ministère du Travail, mais il est vrai qu'il concerne fortement les jeunes, notamment les saisonniers. Ce qui est important, pour moi, c'est de garantir qu'aucun jeune ne reste sur le bord de la route.

« Nous pourrions envisager un élargissement conséquent du service civique, qui bénéficie d'un bon taux d'insertion dans l'emploi. »

Gérald Darmanin prône une « politique pour le peuple ». Pour vous, y a-t-il urgence à opérer un virage social ? La politique menée depuis trois ans est une politique pour le peuple : c'est le dédoublement des classes, les 15 milliards du plan d'investissement dans les compétences, la hausse de la prime d'activité, la suppression de la taxe d'habitation, etc. Aujourd'hui, avec la crise sociale qui s'annonce, l'essentiel de nos efforts doit se porter sur l'emploi. La crise que nous vivons est clairement un tournant et impose une adaptation à cette nouvelle donne.

On voit aussi renaître le débat sur le rétablissement de l'ISF. Vous-même avez dit que les milliardaires font trop peu de dons aux associations du social. Que proposez-vous ? Ceux qui demandent le retour de l'ISF le défendent comme une mesure symbolique. Il ne couvrirait pas un centième des moyens publics mobilisés pour faire face à la crise. Je ne suis pas pour cette mesure symbolique qui a coûté très cher économiquement à notre pays. En revanche, les plus fortunés doivent davantage se mobiliser dans de telles circonstances. Je plaide pour un « Notre-Dame social ». Ils se sont fortement investis pour la reconstruction de Notre-Dame et cela a été très positif. Il faut faire de même en faveur de l'aide alimentaire ou de l'insertion des jeunes. ■

Faire vite, la première vertu de l'« après »

En lançant la concertation sur la santé, Edouard Philippe donne aussi des clés sur l'« après » macronien. Sa priorité : éviter l'explosion sociale.

LE FAIT DU JOUR
POLITIQUE
Cécile Cornudet



Nous ferons des choix forts et des choix rapides. » En lançant la concertation sur le système de soins, Edouard Philippe commence aussi à répondre à la question ouverte par les propos d'Emmanuel Macron le 13 avril : qu'est-ce donc que « se réinventer » ? Ce n'est pas casser l'acquis mais l'accélérer, répond le Premier ministre à propos de la santé, comme le font d'ailleurs Bruno Le Maire et Gérald Darmanin sur les sujets économiques. Non seulement le cap suivi depuis trois ans n'est pas à remettre en question, mais c'est lui qui permet d'espérer le rebond, assurent-ils. Sans les réformes menées depuis trois ans, la France n'aurait pu obtenir d'Angela Merkel qu'elle bouge sur les dettes, avait souligné Emmanuel Macron la semaine dernière en lançant l'initiative franco-allemande. Se réinventer n'est pas se renier. C'est en revanche revaloriser et investir. Sur ce point, tous les propos vont dans le même sens. La hausse des salaires des soignants sera « significative », dit Edouard Philippe. « L'essentiel de nos efforts doit se porter sur l'emploi et le pouvoir d'achat », insiste le secrétaire d'Etat Gabriel Attal dans « Les Echos ». L'Ondam (dépenses

d'assurance-maladie) progressera. Quant aux investissements, ils seront conditionnés à des gestes écologiques, selon Bruno Le Maire, dans l'aérien et l'automobile, ou à des efforts de coopération sur les territoires, selon le Premier ministre. Deux mots scandent la réflexion actuelle, blocages de l'Etat et territoires. L'exécutif veut avoir la lucidité qu'ont eue les Français : « Il faut dénouer les blocages du système », dit Edouard Philippe, « la crise a imposé un choc de simplification qu'il faudra maintenir », de même qu'une « organisation territoriale » a vu le jour. Casser les lourdeurs et déconcentrer la décision sur le terrain : cette leçon du Covid est dans toutes les têtes. Mais comment y répondre ? Il faut « rendre agile » et « responsabiliser » le management, répond Edouard Philippe à propos de la santé, ce qui est aussi une façon de dire non au bouleversement de la gouvernance que souhaitaient les médecins. Prudence sur les chantiers trop lourds pour parer à l'urgence. L'exécutif, qui craint une explosion sociale, accélère son calendrier et se fixe des délais (mi-juillet) qui poussent à faire « vite et fort » donc. Pour le reste de la sphère étatique, le raisonnement risque d'être le même. « Quinze mois utiles » avant la présidentielle, dit Roland Lescure dans « Libération ». Dans un calendrier restreint, peut-on faire rimer « se réinventer » et révolutionner ? Ce n'est pas certain. ccornudet@lesechos.fr

Dessins Kim Roseller pour « Les Echos »

en bref



Christophe Archambault/AFP

Hollande fait entendre sa voix

POLITIQUE - François Hollande a proposé lundi un plan pour « prévenir les licenciements » et « une reprise de la consommation » afin d'éviter « des niveaux de chômage jamais connus ». L'ancien chef de l'Etat a reconnu que les décisions du gouvernement ont été « bonnes » mais a plaidé sur France Inter pour une « prime à l'embauche des jeunes », la mise à disposition « de fonds propres » pour les entreprises ou un « chèque déconfinement pour 10 millions de personnes, de 300 à 700 euros pour les plus modestes ». Plus d'informations sur lesechos.fr

L'impact du déconfinement évalué à trois points de PIB supplémentaire

CONJONCTURE Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a estimé lundi que la période de déconfinement amputera la croissance française d'au moins trois points de PIB cette année, qui s'ajouteront aux six points déjà perdus lors du confinement. « A plus long terme, il est difficile de mesurer le temps du retour à la normale [...] et l'on peut craindre certaines pertes durables de croissance potentielle », a-t-il ajouté.